

Entrée en fonction de Louise Mushikiwabo à la tête de la Francophonie

RFI, 04-01-2019 Lors d'une cérémonie brève organisée au siège parisien de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), l'ancienne ministre des Affaires étrangères du Rwanda, Louise Mushikiwabo, a officiellement pris ses fonctions de Secrétaire générale du mouvement francophone ce jeudi. Elle succède à ce poste à la sortante Michaëlle Jean, en poste depuis 2015. [Photo : Passation de pouvoirs ce jeudi 3 janvier 2019 entre Michaëlle Jean et la nouvelle Secrétaire générale de la Francophonie Louise Mushikiwabo.]

La passation de pouvoirs entre l'ancienne Secrétaire générale de l'Organisation internationale de la Francophonie, la Canadienne Michaëlle Jean et sa successeure la Rwandaise Louise Mushikiwabo a eu lieu ce jeudi 3 janvier 2019, au siège parisien de l'OIF. Désignée par consensus, comme le veut la tradition, par les chefs d'Etat et de gouvernements, lors du XVIIe Sommet de la Francophonie qui s'est tenu à Erevan (Arménie) en octobre dernier, l'ancienne ministre des Affaires étrangères du Rwanda a pris ses nouvelles fonctions dans le cadre d'une cérémonie brève, à laquelle la presse n'avait pas été conviée. L'OIF est composée de 88 Etats et de gouvernements et représente près de 300 millions de francophones dispersés sur les cinq continents. « Nous travaillerons dans un esprit de dialogue permanent afin de répondre efficacement aux priorités de nos chefs d'Etat et de gouvernement », a déclaré la nouvelle patronne de la Francophonie, nommée pour un mandat de 4 ans. Deuxième femme à occuper ce poste, Louise Mushikiwabo devient la quatrième secrétaire générale à diriger l'OIF, après Michaëlle Jean (2015-2018), le Sénégalais Abdou Diouf (2003-2014) et l'Egyptien Boutros Boutros-Ghali (1998-2002). Giron africain Avec l'arrivée de Louise Mushikiwabo à la tête de l'organisation francophone, le poste revient dans son berceau africain. On se souvient que cette institution, créée en 1970 au lendemain de la décolonisation africaine dans le but de promouvoir les relations entre les pays ayant la langue française en partage, avait été portée par des pères fondateurs tels que le Sénégalais Léopold Sédar Senghor, le Tunisien Habib Bourguiba et le Nigérien Hamani Diori. Ce mouvement francophone qui a depuis pris une ampleur exceptionnelle et dont on célébrera dans deux ans le cinquantième anniversaire, a aussi été dirigé par deux secrétaires généraux africains, depuis la création de ce poste il y a 16 ans. Exception à la règle, la Canadienne Michaëlle Jean avait accédé à ce poste faute de consensus parmi les Etats africains sur un candidat commun. La candidature de Louise Mushikiwabo en compétition avec la sortante, candidate à sa propre succession, avait bénéficié d'un double soutien, celui de la France qui est le principal bailleur de fonds de l'OIF devant le Canada et de celui l'Union africaine présidée par le Rwanda. Ces soutiens ont été déterminants pour la désignation de la ministre rwandaise, malgré des critiques qu'avait suscitées sa candidature à cause du remplacement par son pays du français par l'anglais en tant que langue obligatoire à l'école et aussi à cause du bilan du Rwanda en matière de libertés fondamentales régulièrement dénoncé par les organisations des droits de l'Homme. Selon les analystes, un des principaux défis auxquels la nouvelle Secrétaire générale sera confrontée, c'est de demeurer fidèle à la tradition de l'OIF en dénonçant haut et fort les atteintes aux droits humains à l'intérieur de l'espace francophone, chaque fois que la question se posera. Par le biais d'un communiqué publié sur le site du ministère français des Affaires étrangères, la France s'est déclarée pour sa part « convaincue » que Louise Mushikiwabo « saura donner une nouvelle impulsion à l'OIF, acteur important de la diffusion de la langue française et des valeurs francophones en faveur de la paix, de la démocratie, des droits de l'Homme et de l'égalité entre les femmes et les hommes ».

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});